

Mélenchon Le Pen : quand les anti-capitalistes français ont besoin de l'argent de ces affreux banquiers



La lutte contre la financiarisation de la société, véritable priorité assumée de Jean-Luc Mélenchon et de tout son parti derrière lui, bat son plein... mais pas trop non plus : il ne faudrait pas que cette lutte soit à ce point virulente que le parti s'en trouverait financièrement dépourvu.

Avec
H16

Que voulez-vous, les temps sont durs : malgré les financements de l'État, malgré les subventions diverses et variées, malgré les coquets émoluments des députés et autres élus de la France Insoumise dont une partie est normalement reversée au parti, ce dernier n'a pas réussi à suffisamment emprunter auprès des banques pour financer sa campagne pour les élections européennes au point d'obliger son lider marxismo Jean-Luc à [lancer un appel à ses électeurs et sympathisants](#)

Logique implacable d'un parti dirigé de main de maître : après avoir expulsé avec colère et mépris tous les produits de son corps dans la direction générale des banques, après avoir expliqué urbi et orbi que la finance était une plaie immonde que la société ne devait plus supporter, après avoir bien fait comprendre que la richesse était une tare innommable et envisagé les pires sévices – notamment fiscaux – à l'encontre des impétrants ayant l'impudeur de gagner un peu trop d'argent, il fallait pourtant s'attendre à ce que les riches, les banques et la finance en général soient quelque peu réticents à prêter à ces gens dont le credo parfaitement assumé consiste à leur faire rendre gorge.

Mais voilà : la nature humaine étant ce qu'elle est et la cohérence d'ensemble d'un collectiviste étant généralement assez sommaire, Jean-Luc Mélenchon se retrouve donc à faire de la retape sur les intertubes et au-delà pour que le sympathisant, le militant ou le simple citoyen conscient de son devoir démocratique mettent quelques piécettes dans la (trop) petite tirelire du parti anticapitaliste.

Et même si le contribuable, habilement présent dans le sympathisant, le militant ou le simple citoyen a déjà participé, cela ne suffit pas.

Pour Jean-Luc, c'est l'occasion indispensable de lancer un « emprunt populaire » qui le sera d'autant plus qu'il demande à ceux qui versent du pognon de ne pas mégoter : le don minimum est de 400€, soit un bon tiers de SMIC. Il semble qu'être Insoumis se mérite et que ce parti n'entend pas fricoter avec ceux qui n'auraient que 100€ à mettre au pot (sans parler de la vile plèbe qui ne pourrait participer qu'à hauteur misérable de 5 ou 10€, les gueux).

Pour ce prix-là, on sera cependant étonné de n'avoir qu'un lider marxismo un peu usé et assez peu de goodies amusantes. Pas d'autocollant rigolo, pas même de mug Jean-Luc, ce qui est pourtant un classique des Patreons et autres cagnottes Kickstarter dont

notre politicien aurait pu s'inspirer afin d'inciter son cœur de cible officiel (le prolétaire en pleine lutte des classes) à cracher au bassin et rejoindre le cœur de cible réel (le bobo parisien, ventre plein, tête vide, qui croit dur comme fer à la bonne idée de forcer les classes moyennes modestes à payer pour les services publics utilisés par tout le monde sauf elles).

C'est vraiment dommage d'autant qu'il y avait là un intéressant développement marketing pour la France Insoumise en fonction de l'investissement consenti : pour un tiers de SMIC, un ouvrage du chef dédié ; pour un SMIC, un mug ; et pour 10.000€ de dons qui – à n'en pas douter – ouvrirait enfin la possibilité d'avoir Jean-Luc un jour président, un magnifique goulag à monter soi-même pour gagner du temps sur ce qui ne manquera pas d'arriver ensuite...

Mais non, décidément : pas de stickers, pas de mug, pas de jouets éducatifs sur les vertus de la rééducation citoyenne. On paye, cher, et on s'estime heureux si, un jour, un remboursement survient.

Parce qu'il faut bien le dire, si la question du « populaire » de l'emprunt se discute évidemment, l'aspect « emprunt » aussi : l'historique de nos Insoumis, en matière de bonne gestion des deniers qui leurs sont confiés, ne plaide guère en leur faveur. Ce n'est pas comme si les affaires [financières](#) et [salariales](#) dans lesquelles se débat actuellement Le Média, pure-player entièrement dévoué à la cause mélenchoniste, indiquait une excellente maîtrise des coûts et des prestations de services des intervenants habituellement liés au parti... [insoumis aux règles habituelles de bonne gestion rigoureuse](#).

Du reste, soyons fair play : il semble bien que les banquiers, quelque peu réticents à prêter de l'argent aux insoumis prêts à les pendre avec leurs tripes, aient autant de scrupules à ouvrir les vannes du crédit pour l'autre parti de l'extrême. Marine Le Pen en est, elle aussi, réduite aux mêmes expédients et doit [lancer à son tour un emprunt auprès des Français](#).

On comprendra que ces derniers, comme les banquiers, hésitent, tant pour Marine que pour Jean-Luc. Les faits d'armes du FN devenu RN en matière de [gestion concrète de ses deniers laisse un peu à désirer là encore](#)

En fait, c'est toujours le même constat : ça veut gérer nos vies, gérer un gros budget (qu'il soit français ou européen), mais c'est globalement assez peu capable de fonctionner sans les subventions de l'État ni l'argent des autres. Pire encore : il leur faut faire, en dernier recours, appel à des cagnottes Leetchi et autres emprunts de la dernière chance alors que le don des individus intéressés par leurs programmes devrait normalement être leur unique moyen de subsistance, pour eux comme pour tous les autres partis.

Très clairement, tout en conservant une « auditableté » totale de leurs comptes pour s'assurer l'absence de corruptions et de magouilles diverses, la restriction des moyens financiers des partis politiques aux seuls ressources provenant des adhérents et des sympathisants ramènerait ces partis à une plus grande et bien nécessaire humilité, indispensable pour ces gens qui entendent, in fine, régler nos vies et piocher dans nos porte-monnaies. Leurs budgets de campagne seraient plus petits, leurs moyens plus modestes, mais on gagnerait en sérénité : occupant enfin la place (très modeste) qu'ils devraient dans les campagnes politiques, dans les médias et dans nos esprits, ils auraient au moins l'expérience de vivre chichement à budgets tendus ce qui les entraînerait pour la phase suivante, au manettes d'un État exsangue où la recherche de toute économie devrait primer sur toute autre activité.

Au lieu de quoi nous avons des partis enflés de leur propre importance, baignant dans l'argent des autres pris de force, nous imposant leurs agendas idéologiques et politiques avec notre argent même lorsqu'on n'a aucune envie de les soutenir (eh oui, on oblige ignoblement certains à financer les idées de ceux qui veulent les passer par la corde), et, pire que tout, suant tellement de la dette par tous les pores qu'ils n'arrivent même plus à boucler leurs budgets.

Tout cela est tellement cohérent, rassurant et promet [des lendemains tellement vénézuéliens !](#)